

LORRAIN, Dominique (dir.) (2017) *Métropoles en Méditerranée. Gouverner par les rentes*. Paris, Presses de Sciences Po, 322 p. (ISBN 978-2-72462-060-3)

Xavier Desjardins

Volume 62, Number 175, April 2018

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1057091ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1057091ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

1708-8968 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Desjardins, X. (2018). Review of [LORRAIN, Dominique (dir.) (2017) *Métropoles en Méditerranée. Gouverner par les rentes*. Paris, Presses de Sciences Po, 322 p. (ISBN 978-2-72462-060-3)]. *Cahiers de géographie du Québec*, 62(175), 209–211. <https://doi.org/10.7202/1057091ar>

en raison d'une importante capacité de résilience politique, socioculturelle et spatiale urbaine. Le passage tardif sous protectorat principalement français a eu entre autres pour conséquences une « modernisation » plus élaborée que celle subie par d'autres colonies françaises, plus anciennes, et avec moins de traumatismes pour la population et ses structures sociopolitiques. De ce fait, le Maroc est, encore aujourd'hui, parmi les pays de la région qui maintiennent des rapports relativement apaisés, dans le cadre d'une culture duale : traditionnelle et moderne. Le pays pourrait donc, à l'avenir, constituer un modèle en matière de développement, en général, et urbain en particulier, notamment à travers des formes d'alternance entre tradition et modernité, entre « continuité » et « ruptures positives ».

Le livre constitue indéniablement une contribution à la recherche urbaine marocaine contemporaine. L'ouvrage est intéressant à lire pour les chercheurs, les praticiens, les acteurs administratifs et politiques, pour ceux qui interviennent comme pour ceux qui devront intervenir à l'avenir en matière d'urbanisme et d'urbanisation. Je pense notamment aux étudiants en aménagement, urbanisme et sciences politiques. L'ouvrage est d'une utilité certaine dans le contexte marocain, mais également dans les contextes proches des pays en voie de développement : maghrébins, arabes et africains.

Mohamed HOCINE
École polytechnique d'architecture
et d'urbanisme, M. H. Ait-Ahmed Alger
Alger (Algérie)



LORRAIN, Dominique (dir.) (2017) *Métropoles en Méditerranée. Gouverner par les rentes*. Paris, Presses de Sciences Po, 322 p. (ISBN 978-2-72462-060-3)

Des métropoles méditerranéennes : de la rente à la violence

L'ouvrage dirigé par Dominique Lorrain est très stimulant. Il s'appuie sur quatre contributions de chercheurs spécialistes d'une grande ville méditerranéenne : Istanbul pour Jean-François Pérouse, Beyrouth pour Éric Verdeil, Alger pour Taoufik Souami et Le Caire pour Pierre-Arnaud Barthel. Si chaque monographie est présentée de manière différente, la problématique commune est clairement perceptible.

Métropoles en Méditerranée est structuré selon deux questionnements. Un premier a trait aux modes de gouvernance, le second au partage des rentes. Les villes sont des lieux de « production » de rentes : la rente foncière ; la sinécure ou rente de situation c'est-à-dire le profit tiré du seul fait qu'on occupe un emploi protégé ou stratégique ; enfin, la rente de monopole, celle dont disposent les exploitants de réseaux qui tirent un profit excessif de l'utilisation de ces réseaux. Une des grandes questions urbaines est donc celle du partage de ces rentes. Qui en bénéficie et selon quels mécanismes ? Dans les villes des rives sud et est de la Méditerranée, l'ensemble

de la société semble se structurer en fonction de relations personnalisées d'échanges, de la distribution d'emplois et de passe-droits, de partage de rentes, etc. Un fin réseau d'avantages personnalisés rend acceptable le maintien de ce système, même s'il est injuste. Telle est l'hypothèse centrale de l'ouvrage.

Les pouvoirs politiques se manifestent fortement dans ces villes, notamment à travers de grands projets urbains. À Istanbul, de tels projets se multiplient au cours de la décennie 2010 : troisième pont sur le Bosphore inauguré en 2016, troisième aéroport, plus grande mosquée du monde, canal parallèle au Bosphore sur 50 km de long et 150 m de large, etc. À Beyrouth, l'implication politique saute aux yeux. La première période de reconstruction après la guerre civile, entre 1991 et 2004, porte l'empreinte de la vision de Rafic Hariri. En 1994, une société foncière privée nommée Solidere est créée et participe au réaménagement du centre-ville. Rafic Hariri, alors premier ministre, est le principal actionnaire de cette entreprise.

Mais à côté de l'action publique volontaire, des pans entiers du développement urbain semblent échapper au gouvernement. Au Caire, les quartiers informels représentent 53 % de la surface bâtie et logent 12 millions d'habitants. À Istanbul, la ville s'est principalement constituée hors du cadre légal. Le terme *geekondu* désigne aujourd'hui toutes les constructions caractérisées par une ou plusieurs formes d'illégalité relatives au permis de construire, au nombre d'étages ou encore à la propriété du sol. Le terme, apparu dans la presse turque en 1947, désignait à l'origine une baraque « posée la nuit », forme la plus élémentaire de l'habitat spontané. L'État n'est pas totalement absent de la production du logement : il tolère et régularise *a posteriori*.

Dans ces pays, la captation des revenus tirés de la rente foncière, des rentes de matière première ou encore des investissements étrangers dans l'immobilier est la question majeure. Pour Beyrouth, Éric Verdeil explique ainsi clairement que, tant que les capitaux

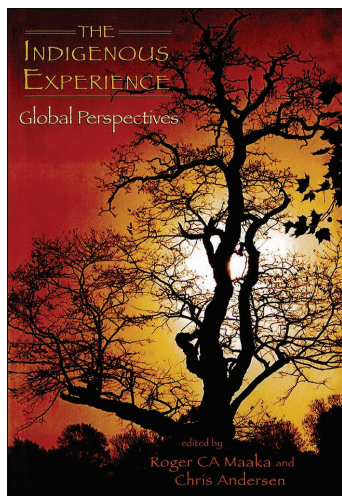
extérieurs en provenance du Golfe ou de la diaspora libanaise infusent une ressource qui fait tenir l'immobilier et la finance, les élites se désintéressent du financement des infrastructures. Au Caire, l'État et l'armée jouent un rôle essentiel dans la mobilisation du foncier et dans le lancement de grands projets. Globalement, l'économie urbaine repose sur trois rentes contrôlées par des agences publiques : la société de gestion du canal de Suez, l'agence des hydrocarbures et l'établissement public en charge de la transformation des terres agricoles en villes nouvelles. En 2007, année faste avant la crise de 2008, les ventes de terrain des villes nouvelles ont représenté 3,1 milliards de dollars, soit 10 % du budget de l'État. Mais l'urbanisation du désert, avec 46 villes nouvelles, a mobilisé des moyens considérables pour ne loger « que » 1,2 million d'habitants dans une métropole qui en compte près de 20 millions. En Algérie également, la question de la rente est centrale. L'État redistribue la rente gazière par de l'aide sociale et du financement des réseaux techniques. Ce « cana » est complété par le maillage fin des petits « tuyaux » de la rente foncière : depuis la fin des années 1980, les plans de zonage finissent par se trouver débordés par des alliances qui se jouent au niveau local entre les élus, les propriétaires fonciers et les constructeurs.

Ce gouvernement de partage des rentes n'explique-t-il pas bien des violences ? « À un certain niveau d'enjeu (situation de guerre, volumes des richesses à partager), les mécanismes de partage ne fonctionnent plus et l'affrontement se fait direct. Les fractions de l'élite, tournées uniquement vers la conquête du pouvoir et des ressources, se détournent un peu plus de la société (classes moyennes et peuple). Le temps long comme l'actualité portent témoignage de ces moments de violence : guerre civile libanaise et ses suites, décennies noires en Algérie, répression sanglante au Caire, durcissement du pouvoir à Istanbul » (p. 292).

L'ouvrage dirigé par Dominique Lorrain est particulièrement riche. Il intéressera bien

sûr les familiers des questions urbaines, notamment pour les aspects relatifs au gouvernement des villes et aux réseaux techniques. Plus largement, il apporte de nouvelles clés de compréhension des difficultés rencontrées par ces sociétés. À la lecture de l'ouvrage, le lecteur s'interroge sur les perspectives pour ces villes. Qu'est-ce qui peut faire bouger ce système de répartition si violent de la rente? Les « printemps arabes » semblent avoir été d'un faible secours, du moins en Égypte. D'autres saisons démocratiques ne pourraient-elles pas advenir? Qu'attendre du développement industriel « non rentier » de la Turquie? Quelles sont, à long terme, les perspectives de sortie de la dépendance aux ressources du sous-sol, qu'elle soit directe ou indirecte par les investissements des pays du Golfe?

Xavier DESJARDINS
UMR ENEC
Université Paris-Sorbonne
Paris (France)



MAAKA, Roger C. A. and ANDERSEN, Chris (eds.) (2006) *The Indigenous experience: Global perspectives*. Toronto, Canadian Scholars' Press, 366 p. (ISBN 978-1-55130-300-0)

As a primer on global indigeneity, *The Indigenous experience* edited by Roger Maaka

and Chris Andersen is accessible, focused, well rounded, and student-friendly. This volume contains 21 handpicked essays written by 24 Indigenous studies scholars between 1990 and 2005. Divided into four sections, each section is opened by an introduction by the editors and followed by a series of critical thinking questions as well as a list of further readings with blurbs. The opening and closing of each section explain the central themes of the readings, to help students consolidate the conceptual material, and to wayfare the Indigenous studies literature.

The Indigenous experience provides an accessible overview of key concepts, an informative range of case studies, and introduces students to the heterogeneity of Indigenous experiences—or rather the diversity of subordination, marginalization, and oppression of Indigenous societies. Key concepts covered include autonomy, colonialism, compound epidemics, constructive engagement, creative tension, globalization, marginalization, nationhood, orientalism, radicalized discourse, self-determination, social construction, and sovereignty. Examples are drawn from the Ainu of Japan, the Rapanui and Hawaiians of Oceania, the Aboriginal people of Australia, the Saami of Norway, the Maori of New Zealand, the Ogoni of Nigeria, the North American nations of Canada and the United States, and the Indigenous societies of Latin America including the Guaraní of eastern Paraguay, the Andean peoples of Peru, and the Zapatistas of Mexico. An index and a glossary would have been a welcome inclusion to such a wide-ranging selection of topics, people, and theoretical concepts.

Part one, *Colonization and Indigenous peoples*, examines the local views and global perspectives on colonization. The opening from David Maybury-Lewis' book, *Indigenous peoples, ethnic groups, and the State* (2001), offers a satisfying historical introduction. This is followed nicely by an excerpt from Grant McCall's second edition of *Rapanui: Tradition and survival on Easter Island* (1988), Brett Walker's non-Western case study demonstrating that the subjugation and decimation of Indigenous

